

GOUVERNER L'EUROPE

C'EST RENFORCER LA PRIORITÉ À L'EMPLOI, À UN EMPLOI DÉCENT

C'EST REFUSER LE TRAVAIL PRÉCAIRE

Gouverner l'Europe, c'est renforcer le modèle social et non l'attaquer.

La crise financière a plongé l'Europe dans la pire situation. Plus de 23 millions de chômeurs en Europe, des millions de citoyens européens qui sont fragilisés, précarisés et une tension sociale qui grandit un peu partout.

Face à cette situation, la seule réponse des gouvernements européens est d'adopter des mesures d'austérité, de réduire les standards sociaux, de remettre en cause les salaires et de préconiser la modération salariale au niveau européen. Ces décisions affecteront la solidarité et la cohésion sociales.

Parce que cette crise n'est pas la nôtre.

Nous nous opposons à l'idéologie qui fait de la concurrence le seul élément de la vie sociale. Les mesures d'austérité, adoptées principalement pour calmer les marchés, financiers ont visé en premier lieu les dépenses publiques qui assurent la cohésion sociale. Il faut cibler les spéculateurs et non les travailleurs !

Nous refusons :

- » Les plans d'austérité en Europe, les coupes sombres dans les salaires et les retraites,
- » La précarisation et le chômage des jeunes et des moins jeunes,
- » La déréglementation du code du travail et la régression sociale,
- » L'augmentation des inégalités sociales.

Gouverner l'Europe, c'est œuvrer pour une Europe plus sociale et plus solidaire pour les citoyens européens, en particulier les jeunes, les retraités et les femmes.

Par :

- » L'accès à des emplois de qualité, des emplois stables, le développement de la formation pour tous,
- » La garantie d'un salaire décent,
- » Une protection sociale forte, garante de la cohésion sociale et de la solidarité,
- » La protection du pouvoir d'achat,
- » La garantie de meilleures retraites,
- » Des services sociaux de qualité accessibles à tous.

Gouverner l'Europe, c'est agir pour une véritable croissance durable.

Par :

- » L'instauration d'une taxe sur les transactions financières afin d'assurer une politique publique d'investissement,
- » La mise en place d'euro-obligations pour freiner la spéculation, mutualiser les risques et financer un plan européen de relance,
- » Le développement de politiques industrielles durables et dynamiques basées sur des politiques bas carbone,
- » Un renforcement des moyens de coordination et de transparence pour éviter le dumping social en Europe.

GOUVERNER L'EUROPE,

C'EST PLUS D'EMPLOIS, PLUS DE JUSTICE ET DE SOLIDARITÉ

NON À L'AUSTÉRITÉ

**Participez activement
à l'Euro-manifestation
de la Confédération européenne des syndicats (CES)**

À BUDAPEST LE 9 AVRIL 2011



www.etuc.org

NON À L'AUSTÉRITÉ

**POUR L'EUROPE SOCIALE,
POUR DES SALAIRES ÉQUITABLES ET POUR L'EMPLOI**



EURO-MANIFESTATION

BUDAPEST - 09/04/2011



Confédération européenne des syndicats (CES)